

Article 21 du Règlement

Qu'est-ce que le gouvernement fédéral fait à ce sujet? Très peu de chose. Les crédits de recherche en toxicologie ont été réduits et la Loi sur la protection de l'environnement exclut délibérément les herbicides et les pesticides, mais nous sommes tous touchés, depuis la famille agricole jusqu'aux consommateurs des villes, depuis le héron bleu jusqu'à l'électeur d'à côté.

J'invite le gouvernement à prendre au sérieux les menaces à l'environnement et à la santé causées par les herbicides et les pesticides. Cela exige de l'argent, des recherches, une législation et son exécution, et j'invite le gouvernement à agir vite.

* * *

[Français]

LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUELA PUBLICATION D'UN DOCUMENT INTITULÉ «FOND DE
RÉSOLUTIONS»—LA POSITION DU NPD

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, Peter Cook, dans le journal *The Globe and Mail* de ce matin, a raison lorsqu'il parle de la face ridée du parti socialiste.

Ce parti a récemment publié un sommaire d'un document intitulé «Fond de résolutions». Le document réfère jusqu'à leur congrès de 1987. En voici quelques extraits:

Résolution K.2.1, 1979—Le NPD encourage l'appui à toute une variété d'efforts ayant pour but d'établir la légitimité de la pensée dissidente, socialiste et marxiste.

La résolution T.1.3, 1983—Le Nouveau parti démocratique ne s'estimera satisfait que lorsque nous parviendrons à un Canada socialiste et démocratique; B.4.3, 1985 s'oppose à la participation canadienne à l'OTAN; H.1.2, 1981 propose l'achat de l'Imperial Oil au coût de 12 milliards de dollars; E.1.3, 1981 propose l'achat du Canadien Pacifique au coût de 4 milliards de dollars; K.3.2, 1981 propose la légalisation de la prostitution, des bordels; D.4.2, 1977 prévoit que les aliments peu nutritifs soient frappés d'une surtaxe.

Si le chef socialiste est honnête, je le défie de déposer en Chambre son «fond de résolutions» pour l'information précise des Canadiens et de dire s'il est toujours d'accord sur ce qu'il y a dedans.

* * *

L'EMPLOI

LA SUPPOSÉE INACTION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, demain 500 employés ou chômeurs de la Vickers de Montréal viendront manifester sur la Colline parlementaire pour tenter d'être entendus et écoutés par ce gouvernement.

On sait qu'il y a eu des milliers de personnes à Sept-Îles qui ont tenté de faire pression sur le gouvernement pour sauver des emplois à Sept-Îles. On sait que les gens de Matane ont été obligés de venir ici et de payer des autobus—des chômeurs—pour obtenir quelque chose du gouvernement. Rien, *niet*, rien qui sort de ce gouvernement pour créer des emplois!

On sait que cela fait un an que le rapport Picard a été rendu public, faisant 86 recommandations visant à aider au développement et à la promotion de Montréal. Encore rien. On sait que cela fait un mois et une semaine que le Comité de développement de l'Est de Montréal a déposé un rapport pour créer des emplois, développer l'industrie dans l'Est de Montréal. Encore rien, monsieur le Président.

C'est malheureux, demain, des chômeurs vont être obligés de venir ici pour essayer d'être entendus par ce gouvernement. Et je peux vous assurer une chose, que ce gouvernement ne restera pas là longtemps!

* * *

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRALLA GESTION DES FONDS PUBLICS—LA PERFORMANCE DU
GOUVERNEMENT

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, en tant que membre du Comité permanent des comptes publics depuis les deux dernières années et en tant qu'ex-vérificateur public, je me sens dans l'obligation d'intervenir en exprimant ma satisfaction relativement au rapport annuel du Vérificateur général qui a été déposé le 27 octobre dernier.

Croyez-moi, monsieur le Président, je suis en mesure d'apprécier tous les efforts qui ont été faits par le gouvernement Brian Mulroney, un gouvernement qui se veut efficace, transparent, sain et honnête dans la gestion des fonds publics. Le rapport déposé est une preuve éloquente de l'assainissement de l'administration publique à Ottawa et du renforcement des contrôles.

Quel contraste avec les rapports de 1981-1982-1983 qui étaient lourds et incohérents! L'administration publique était sans gouverne, incontrôlée, poreuse et inefficace.

Si on n'avait pas tant à récupérer! Nous avons dû assumer un héritage déficitaire sur plusieurs plans: sur le plan budgétaire, sur le plan de la Constitution, sur le plan de l'environnement, sur le plan des relations internationales, et ainsi de suite.

On n'a pas à se demander qui a fait preuve de plus d'honnêteté, de plus de moralité. Il n'y a pas de comparaison avec l'administration libérale. Nous avons mis de l'ordre dans le désordre qui régnait en maître ici à Ottawa avant le 4 septembre 1984. C'est le Vérificateur général lui-même qui le dit.